



3 juillet 2017

(17-3569)

Page: 1/5

Comité des marchés publics

Original: anglais

**STATISTIQUES POUR 2013 COMMUNIQUÉES AU TITRE  
DE L'ARTICLE XIX:5 DE L'ACCORD (1994)**

RAPPORT PRÉSENTÉ PAR L'UNION EUROPÉENNE<sup>1</sup>

*Addendum*

La communication ci-après, datée du 28 juin 2017, est distribuée à la demande de la délégation de l'Union européenne.

L'UE a l'honneur de présenter au Comité des marchés publics ses rapports statistiques pour l'année 2013.

L'UE considère que les rapports statistiques sont un élément essentiel de la politique en matière de notification au titre de l'AMP et du suivi de l'Accord. Elle tient à souligner qu'elle prend très au sérieux ses obligations en matière de statistiques et que ses États membres ont fait un effort important pour communiquer des données sur les marchés adjugés au-dessus des valeurs de seuil **pour tous les niveaux administratifs, ainsi que pour les entités relevant de l'Annexe 3 (services publics)**.

L'UE invite toutes les Parties à faire de même et à ne pas se limiter à communiquer des données sur les marchés dans leur ensemble au niveau central, mais à s'efforcer de communiquer des données détaillées sur la situation **des marchés adjugés au-dessus de la valeur de seuil pour tous les niveaux administratifs visés par l'AMP**, en particulier aux niveaux local et régional, où est passée une grande partie des marchés.

## 1 GRANDES LIGNES DES RAPPORTS

| Marchés de l'UE: chiffres clés en milliards d'€              | 2011     | 2012     | 2013     |
|--|----------|----------|----------|
| Valeur des marchés couverts par l'AMP                        | 237,17   | 286,35   | 303,87   |
| Valeur des marchés adjugés au-dessus des valeurs de seuil    | 335,37   | 365,58   | 398,00   |
| Valeur des marchés adjugés au titre de l'article XV de l'AMP | 7,26     | 12,28    | 12,57    |
| Dépenses totales de marchandises et de services              | 2 405,88 | 2 422,52 | 2 444,46 |

### 1.1 Marchés couverts par l'AMP

Le rapport pour 2013 présente la valeur des marchés attribués dans l'UE-28. La Croatie figure pour la première fois dans le rapport, puisqu'elle a adhéré à l'UE en juillet 2013. Cette même année, la valeur totale des marchés passés par les 28 États membres de l'UE et couverts par l'AMP s'est élevée à 302 milliards d'euros. En outre, les institutions de l'UE (Conseil européen et Commission européenne) ont passé des marchés couverts par l'AMP de 1,9 milliard d'euros. Au total, la valeur des marchés couverts par l'AMP en 2013 s'est élevée à 303,9 milliards d'euros (303,7 milliards d'euros si l'on exclut la Croatie).

Ce dernier montant représente une hausse de 6% par rapport au total de 286,35 milliards d'euros atteint par l'UE-27 en 2012 (États membres et institutions de l'UE pris ensemble).

<sup>1</sup> En anglais seulement.

En 2013, les valeurs des marchés de fournitures, de travaux et de services passés par l'UE et couverts par l'AMP ont été à peu près égales: 96,4, 105,4 et 102 milliards d'euros.

Les marchés de l'UE couverts par l'AMP dont la valeur a été la plus élevée en 2013 ont été passés par des entités couvertes par l'Annexe 2, qui consistent en des organismes régis par le droit public, des autorités locales et des autorités régionales: 184,4 milliards d'euros. En 2013, les entités des gouvernements centraux (entités de l'Union européenne et autorités des gouvernements centraux des États membres de l'UE) ont passé des marchés couverts par l'AMP de 77,1 milliards d'euros et les entités offrant des services publics dans les secteurs visés, des marchés de 42,4 milliards d'euros.

Les trois plus grandes catégories de dépenses couvertes par l'AMP qui ont été effectuées par l'UE en 2013 étaient les suivantes:

- services de construction (89,2 milliards d'euros – Valeur des marchés de services de construction portant le code CPV 45 de l'UE);
- équipements médicaux, produits pharmaceutiques et produits de soin personnel (22 milliards d'euros, principalement des produits pharmaceutiques achetés par les hôpitaux);
- combustibles (20,3 milliards d'euros, à l'exclusion des combustibles et du gaz achetés par les services publics d'électricité et de gaz qui ne sont pas couverts par l'AMP).

## **1.2 Marchés adjugés au titre de l'article XV (appel d'offres limité)**

La valeur des marchés adjugés à la suite d'un appel d'offres limité couverts par l'AMP (circonstances visées à l'article XV de l'AMP de 1994) s'est élevée à 12,6 milliards d'euros en 2013, soit 4% de la valeur totale des marchés couverts par l'AMP (303,9 milliards d'euros).

## **1.3 Marchés adjugés au-dessus des valeurs de seuil**

La valeur totale des marchés adjugés au-dessus des valeurs de seuil dans l'UE s'est élevée à 398 milliards d'euros en 2013. C'est plus que la valeur des marchés couverts par l'AMP. Cela s'explique par le fait que toutes les entités ne sont pas couvertes par l'AMP. En particulier, les services publics des domaines du gaz, des services ferroviaires, du charbon, de la prospection pétrolière et gazière, et des services postaux ne sont pas couverts par l'AMP. Les entités énumérées aux Annexes 1 et 2 dans les domaines de l'eau, de l'énergie, du transport et des services postaux ne sont pas couvertes par l'AMP non plus, sauf si elles sont visées par l'Annexe 3 de l'UE. Enfin, s'agissant des institutions de l'UE, seules quelques-unes sont couvertes par l'AMP. Au total, la valeur des marchés passés par des entités non couvertes par l'AMP s'est élevée à 40,2 milliards d'euros en 2013.

Cela s'explique aussi par le fait que tous les types de marchés ne sont pas couverts par l'AMP (53,9 milliards d'euros). En particulier, les types de marchés suivants ne sont pas couverts par ce rapport:

- marchés de services mentionnés à l'annexe II.B de la Directive de l'UE sur les marchés publics (comme les services d'accueil et d'hébergement, par exemple);
- défense et sécurité (matériel destiné à la défense, formation dans le domaine de la défense, TIC, R&D, services d'enquête et de sécurité) – Marchés passés par des autorités couvertes par l'Annexe 1 dans le domaine de la défense et de la sécurité;
- achats de combustibles par des compagnies d'électricité et achats d'eau par des entreprises de distribution d'eau.

## **1.4 Valeur totale estimée des marchés publics**

Le rapport statistique évalue la valeur totale des marchés publics en calculant les dépenses totales de marchandises et de services. Y compris les marchés adjugés au-dessous des valeurs de seuil, le

secteur des marchés publics a été estimé à 2 444 milliards d'euros<sup>2</sup> en 2013, soit une hausse de 0,9% par rapport aux 2 423 milliards d'euros de 2012. Ces chiffres reposent sur les données d'Eurostat sur les dépenses concernant certaines catégories d'achats, qui ne sont pas exactement comparables aux marchés. Par exemple, ces dépenses incluent les achats directs au-dessous des valeurs de seuil (c'est-à-dire sans procédure officielle de passation du marché).

## 2 QUESTIONS MÉTHODOLOGIQUES

Le rapport statistique pour 2013 introduit plusieurs changements méthodologiques :

- l'ajout de la Croatie pour laquelle les marchés ont été inclus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2013;
- les marchés ayant plusieurs CPV, dès lors qu'ils incluent le CPV 45, sont systématiquement classés en tant que marchés de travaux;
- afin de fournir une meilleure évaluation des marchés comportant des valeurs manquantes dans le TED, le rapport utilise systématiquement la même méthode d'imputation pour la grande majorité des modes de fourniture. La valeur de ces imputations est fondée sur la valeur médiane;
- Les données d'Eurostat sur le compte national pour 2013 ne sont plus disponibles dans les classifications du SEC 95 et du SEC 2010. Seules les données suivant la classification du SEC 2010 peuvent être utilisées. Cela peut provoquer une rupture dans les données d'une année sur l'autre pour certains pays dans le tableau sur la valeur totale estimée des marchés publics.

Le rapport statistique de l'UE contient des tableaux récapitulatifs qui font la synthèse des rapports statistiques de chacun des 28 États membres. Outre ces rapports, l'UE a également fait un effort important pour communiquer des données détaillées sur les marchés passés par ses institutions. Les marchés des institutions de l'UE sont indiqués dans un rapport spécifique.

### **Le rapport statistique de l'UE pour 2013 est structuré de la manière suivante:**

- a. Valeur estimée des marchés adjugés au-dessus et au-dessous de la valeur de seuil

Comme dans les précédents rapports, l'UE estime les dépenses en question sur la base des comptes nationaux de ses États membres, qui sont harmonisés dans le cadre du système SEC 2010 transposant le système de comptabilité nationale (SCN) adopté par la Commission de statistique des Nations Unies et au moyen des tableaux d'entrées-sorties relatifs aux services publics (Annexe 3). Le premier élément est la somme de la formation brute de capital fixe, de la consommation intermédiaire et d'une partie des transferts sociaux. Les données sont ventilées par niveau de gouvernement (gouvernement central, gouvernement d'un État, administration locale et fonds de sécurité sociale). Les achats des services publics sont déterminés à partir des tableaux d'entrées-sorties et on les a recoupés en estimant les marchés par le biais des comptes financiers (en additionnant les flux de liquidités relatifs à un investissement fixe et les coûts des achats de services et de produits dans le compte des profits et pertes).

L'UE est d'avis que c'est la méthode la plus fiable pour estimer le volume des marchés publics adjugés au-dessous des valeurs de seuil puisque chaque État membre a mis en œuvre des types de législation différents pour ses marchés d'une valeur inférieure au seuil (les obligations nationales en matière de publication s'appliquent à différents seuils dans chaque État membre). C'est la méthode qui est également utilisée au sein de l'UE pour estimer les dépenses publiques ne relevant pas des directives de l'UE.

---

<sup>2</sup> En raison des difficultés à obtenir une mise à jour fiable en ce qui concerne les données de 2013 sur les marchés des services publics, le rapport utilise les données de 2011 à ce sujet. C'est la raison pour laquelle la valeur totale des marchés figurant dans les indicateurs relatifs aux marchés publics de 2013 communiqués par la Commission sur son site Web ne comprend pas les services publics et diffère considérablement des estimations qui figurent dans le présent rapport.

b. Valeur estimée des marchés enregistrés dans le TED

Sur la base du nombre d'appels d'offres publiés au Journal officiel et de leur valeur, l'UE estime la valeur des marchés publics publiés dans le TED, qui peut être considérée comme un indicateur supplétif des marchés adjugés au-dessus des valeurs de seuil.

c. Ventilation détaillée par Annexe

L'UE a déployé des efforts considérables afin de communiquer des données détaillées pour tous les niveaux administratifs et pour les marchés adjugés au-dessus des valeurs de seuil.

Les ventilations sont fondées sur deux sources: les données fournies par les États membres de l'UE et/ou par le Journal officiel.

- **Ventilation détaillée pour l'Annexe 1**

- S'agissant des autorités du gouvernement central des États membres couvertes par l'AMP – valeur totale des marchés pour chaque autorité contractante mentionnée à l'Annexe 1, ventilée par type de marché (services, travaux, fournitures), type d'achat (selon le CPV – voir *infra*) et circonstance visée à l'article XV (uniquement pour les entités couvertes par l'AMP).
- S'agissant des institutions de l'UE – valeur totale des marchés, ventilée par type de marché (services, travaux, fournitures) et type d'achat (selon le CPV – voir *infra*).

- **Ventilation détaillée pour l'Annexe 2** – valeur totale des marchés pour les autorités régionales et locales et les organismes régis par le droit public, ventilée par type de marché (services, travaux, fournitures), type d'achat (selon le CPV – voir *infra*) et circonstance visée à l'article XV.

- **Ventilation détaillée pour l'Annexe 3** – valeur totale des marchés de services publics couverts par l'AMP (aéroports, ports, transports urbains, électricité et eau), ventilée par type de marché (services, travaux, fournitures), type d'achat (selon le CPV – voir *infra*), les mêmes statistiques pour les services publics non couverts par l'AMP (chemins de fer, gaz et autres entités) et circonstance visée à l'article XV (à l'exception des chemins de fer, du gaz et d'autres entités).

## **Valeurs**

Tous les prix sont indiqués en euros, hors TVA. Toute comparaison entre le secteur des marchés publics de l'UE et celui de toute autre Partie doit être faite sur des bases statistiques similaires.

## **Liste des marchés selon le CPV**

L'UE a décidé de présenter ses rapports statistiques en utilisant le CPV, le vocabulaire commun pour les marchés publics. Celui-ci permet d'identifier les marchés couverts (ou non) par l'AMP de manière beaucoup plus affinée, sans devoir passer par des correspondances complexes entre classifications.

Ces rapports statistiques utilisent le CPV 2008, qui a été établi par le Règlement n° 2195/2002 modifié par le Règlement n° 213/2008. Ce règlement contient dans ses annexes des tables de correspondance détaillées avec la classification centrale de produits provisoire (CPC), la NACE et la Nomenclature combinée.

## **Nationalité des fournisseurs et des fournisseurs de services**

L'UE n'a pas encore trouvé de méthode cohérente pour suivre les marchés adjugés à des entreprises d'autres Parties à l'AMP, étant donné que les données existantes visent uniquement les marchés publics transfrontières directs et qu'un grand nombre de marchés ont été adjugés à des

fournisseurs qui sont des filiales d'entreprises étrangères ou des agents de fournisseurs étrangers. Par conséquent, l'idée que ces statistiques pourraient donner ne reflétera pas la réalité.

De plus, l'UE pense qu'il est extrêmement difficile de déterminer quel est le bénéficiaire réel de telle ou telle transaction.

L'UE reste disposée à engager des discussions approfondies pour déterminer la façon d'améliorer la mesure de la pénétration du marché pour les entreprises de pays qui sont Parties à l'Accord.

#### **Article XIX d)**

L'UE n'a pas encore trouvé de méthode cohérente pour mesurer les éléments relevant de cet intitulé. Elle est prête à examiner avec les autres Parties la façon de mesurer les éléments relevant de cet intitulé.

Les statistiques de l'Union européenne pour 2013 peuvent être consultées aux adresses suivantes:

[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_00\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_00_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_01\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_01_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_02\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_02_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_03\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_03_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_04\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_04_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_05\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_05_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_06\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_06_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_07\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_07_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_08\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_08_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_09\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_09_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_10\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_10_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_11\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_11_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_12\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_12_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_13\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_13_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_14\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_14_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_15\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_15_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_16\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_16_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_17\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_17_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_18\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_18_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_19\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_19_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_20\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_20_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_21\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_21_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_22\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_22_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_23\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_23_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_24\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_24_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_25\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_25_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_26\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_26_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_27\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_27_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_28\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_28_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_29\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_29_e.xlsx)  
[https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17\\_2972\\_30\\_e.xlsx](https://members.wto.org/crnattachments/2017/GPA/EEC/17_2972_30_e.xlsx).